



Les membres du GUE/NGL de la commission de l'emploi et des affaires sociales au Parlement européen



Inès ZUBER (PT)
Vice-Présidente



Gabi ZIMMER (DE)



Thomas HÄNDEL (DE)
coordonateur du GUE/NGL



Patrick LE HYARIC (FR)



Georgios TOUSSAS (EL)



Paul MURPHY (IE)



Le GUE/NGL soutient la demande du Parlement en faveur de l'introduction d'objectifs contraignants en matière de pauvreté monétaire dans le contexte de la stratégie 2020 de lutte contre la pauvreté :

- un objectif européen pour des **régimes de revenus minimaux et des systèmes de revenus de remplacement**, financés par les cotisations (par exemple, des allocations de chômage, un minimum vieillesse, etc.), fournissant un complément de revenus au moins égal à 60% du revenu équivalent à la médiane nationale; le groupe considère que cet objectif devrait être consacré par une nouvelle directive européenne concernant « *le droit fondamental de la personne à des ressources et à prestations suffisantes pour vivre dans la dignité humaine* » ;
- un objectif européen de **salaires minimum** (légal, fixé par des conventions collectives aux niveaux national, régional ou sectoriel) pour fournir une rémunération équivalente au moins à 60% du salaire moyen concerné.

Le GUE/NGL insiste sur l'importance d'éradiquer la pauvreté tant relative qu'absolue, d'aborder les multiples dimensions de la pauvreté et de l'exclusion sociale dans la stratégie européenne et de respecter les obligations de service et les obligations de service public ciblées dans tous les États membres.

Pour obtenir de plus amples informations concernant ce dépliant, veuillez contacter Klaus Dräger: klaus.draeger@europarl.europa.eu

Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique
Parlement européen
rue Wiertz 43, B-1047 Bruxelles
T +32-(0)228-42683
F +32-(0)228-41774

Réalisé par l'unité Communications du Groupe GUE/NGL :
guengl-communications@europarl.europa.eu
Photos: iStock, Parlement européen, Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale – ATD Quart Monde (BE).
Conception: Dominique Boon
Impression: Dossche Printing
© GUE/NGL – Bruxelles 2012
Imprimé sur papier recyclé



Relancer la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale



GUE/NGL
www.guengl.eu

GAUCHE UNITAIRE EUROPÉENNE / GAUCHE VERTE NORDIQUE
GROUPE PARLEMENTAIRE EUROPÉEN



GUE/NGL
www.guengl.eu

GAUCHE UNITAIRE EUROPÉENNE / GAUCHE VERTE NORDIQUE
GROUPE PARLEMENTAIRE EUROPÉEN

Une décennie perdue

2000: l'Union européenne s'engage à « éradiquer la pauvreté des enfants » et à « réduire de façon décisive et mesurable la pauvreté et l'exclusion sociale » d'ici à 2010 dans le cadre de la stratégie de Lisbonne.

2001: la pauvreté menace 55 millions de personnes dans l'Union européenne (15 % dans l'UE-15).

2010: selon les dernières statistiques, près de 81 millions de personnes dans l'Union (16,4 %) et un enfant sur quatre sont exposés à un risque de pauvreté.

2000-2010: la stratégie de Lisbonne de la dernière décennie n'a absolument pas atteint les objectifs de réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Les diminutions des taux de chômage au cours de cette période résultent d'une augmentation des emplois instables et précaires; une tendance due à la stratégie de Lisbonne qui plaide en faveur d'une flexibilité toujours plus grande des marchés du travail. Ce phénomène a eu comme effet pervers d'augmenter le nombre de personnes exposées au risque de pauvreté dans l'Union en 2010 (8,5 % de travailleurs pauvres).

Le principe selon lequel l'emploi constitue le meilleur moyen de sortir de la pauvreté n'est plus valable dans le contexte de marchés du travail hyper flexibles et de l'augmentation des emplois précaires.



La politique européenne fait un faux pas

En 2010, le Conseil a établi un nouveau grand objectif: à l'horizon 2020, 20 millions de personnes en moins devront être menacées par la pauvreté. Dans le cadre de la stratégie Europe 2020, un nouvel indicateur de mesure de la pauvreté et de l'exclusion sociale (AROPE) a été introduit. Celui-ci prend en considération la pauvreté monétaire relative, la privation matérielle ainsi que les ménages à faible intensité de travail. Selon cet indicateur, en 2010, près de 116 millions de personnes dans l'Union européenne (23 %) étaient exposées à un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Atteindre les objectifs fixés par la stratégie Europe 2020 ne permettrait de réduire ce nombre que de 17 %.

Avec un taux de chômage toujours au-dessus de la barre des 10 % (10,5 % dans l'Union européenne et 11,4 % dans la zone euro en 2012) et compte tenu du retour de la récession et de la stagnation économique, le combat contre la pauvreté et l'exclusion sociale s'annonce encore plus difficile au cours de la décennie à venir.

Dans le cadre de leur politique commune d'austérité et de réformes structurelles néolibérales (la gouvernance économique de l'Union, la stratégie Europe 2020, le pacte Europlus, le pacte fiscal), les institutions européennes exhortent les États membres à imposer des coupes drastiques dans les dépenses sociales, à privatiser leurs services publics, à plafonner les salaires et les retraites et à limiter les négociations collectives. Ces mesures sont appliquées brutalement, aussi bien dans des pays placés sous la tutelle de la Troïka (Commission/BCE/FMI) que dans des pays souffrant déjà de rudes difficultés économiques, comme c'est le cas pour de nombreux États membres d'Europe orientale. Ces mesures auront pour effet d'amplifier la pauvreté et l'exclusion sociale, mais pas de les réduire.



Créer les conditions propices à l'éradication de la pauvreté et de l'exclusion sociale

Le groupe confédéral de la gauche unitaire européenne/gauche verte nordique (GUE/NGL) est fermement opposé à la nouvelle position de l'Union européenne en faveur du démantèlement des services publics et de l'État-providence. Le groupe exige:

- un plan de relance de l'Union ciblé pour les 5 prochaines années, particulièrement favorable aux pays en récession économique, afin de combattre la stagnation économique et la montée du chômage;
- le réinvestissement annuel de 1 % du PIB de l'Union en faveur du développement durable environnemental, social et économique en vue de promouvoir l'égalité et le plein emploi avec des emplois « verts » et « blancs » (secteur des services sanitaires et sociaux) de qualité, la protection sociale et l'amélioration de la cohésion sociale et territoriale, et accompagné de mesures similaires dans les États membres;
- une nouvelle politique européenne en matière de macroéconomie basée sur la même approche, afin de créer les conditions propices à l'éradication de la pauvreté et de l'exclusion sociale.



Dans ce contexte, le GUE/NGL lance un appel en faveur:

- d'un grand objectif contraignant visant à **réduire de moitié la pauvreté et l'exclusion sociale**, et de sous-objectifs destinés à **mettre un terme à la pauvreté des enfants et au sans-abrisme d'ici 2015**.

